

Sur les principales questions politiques, le « Shas » et le « Judaïsme de la Torah unifié (UTJ) » font front commun avec les deux partis « Agudat Yisrael » et « Degel HaTorah ». Tous trois défendent l'autorité rabbinique, un système éducatif haredi autonome, le financement public des écoles religieuses (yeshivot) et des projets religieux, le contrôle orthodoxe sur le mariage et la conversion au judaïsme, ainsi que l'exemption du service militaire pour les étudiants des yeshivot. Ils considèrent ces positions comme essentielles à la préservation du mode de vie conforme à la Torah. Leurs adversaires leur reprochent au « Shas » et à l'« UTJ », qui ne représentent ensemble qu'environ 14 % de la population israélienne, de réclamer pour leur électorat des ressources et des dérogations de manière disproportionnée, ce qui fait peser une charge démesurée sur les autres segments de la société israélienne.

L'influence de ces trois partis remonte à la création de l'État d'Israël. En 1947, lorsque les dirigeants sionistes ont demandé à l'ONU l'autorisation de créer l'État, David Ben-Gurion a souhaité s'assurer la collaboration d'« Agudat Yisrael » et craignait que des divisions religieuses internes n'affaiblissent la campagne en faveur du nouvel État juif. Il a donc assuré à la direction du parti de l'époque que le shabbat serait le jour de repos officiel, que les institutions publiques respecteraient les lois casher, que l'autorité religieuse en matière de mariage et de divorce serait préservée et que les écoles religieuses conserveraient une autonomie considérable. Ce compromis visait à maintenir la cohésion entre les juifs religieux et laïques lors de la naissance de l'État.

Cette réglementation continue d'influencer la vie quotidienne : la Halakha, le droit religieux juif, régit des questions importantes relatives au statut personnel ; il n'existe pas de mariage civil en Israël, et les transports publics réguliers sont en grande partie à l'arrêt le Chabbat. Cependant, le statu quo n'a jamais été figé. Par le biais de la législation, des décisions gouvernementales et des accords de coalition, les partis haredim ont non seulement défendu le compromis initial, mais ont également considérablement étendu l'autorité orthodoxe.

L'exemption des Haredim du service militaire montre à quel point le compromis initial a été élargi. En 1948, Ben Gourion a reporté l'incorporation d'environ 400 étudiants de yeshiva, craignant que l'érudition toranique, déjà fortement affaiblie par l'Holocauste, ne disparaisse complètement. Cette disposition se limitait à une petite élite érudite, et Ben Gourion a par la suite exprimé son inquiétude lorsque ce nombre a augmenté et que certains hommes sont entrés dans les yeshivot principalement pour échapper au service militaire obligatoire.



Les positions et l'importance du « Shas » et de l'« UTJ »

En 1977, le gouvernement de Menahem Begin a supprimé la limite numérique prévue par la dérogation et a transformé une concession initialement restreinte, destinée à un petit nombre de Haredim, en une exception de grande envergure dont bénéficient aujourd'hui des dizaines de milliers d'hommes haredim. Cette situation scandalise non seulement les Israéliens laïques et les sionistes religieux, qui sont tenus d'effectuer leur service militaire, mais elle est également vivement critiquée par les hauts responsables de l'armée. D'autant plus que la Cour suprême a déclaré illégale cette dérogation accordée aux hommes ultra-orthodoxes.

En interne, ni le « Shas » ni l'« UTJ » ne respectent les normes libérales-démocratiques. Les candidats sont sélectionnés sous l'autorité rabbinique, les femmes sont exclues de leurs listes et les décisions importantes sont renvoyées à des conseils de grands rabbins non élus.

Tant le « Shas » que le « Judaïsme unifié de la Torah » rejettent le mariage civil, la conversion non orthodoxe, la reconnaissance du judaïsme réformé et conservateur, ainsi que les mouvements de prière pluralistes au Mur des Lamentations. Ils s'opposent également à la reconnaissance officielle des relations entre personnes du même sexe et aux marches de la fierté. De telles positions éloignent de nombreux Juifs de la diaspora, notamment en Amérique du Nord. Les responsables politiques haredim exigent que la communauté juive mondiale défende Israël, tout en refusant de reconnaître la légitimité religieuse de millions de ces Juifs. Ils présentent ce monopole comme un moyen de préserver l'unité juive, mais celui-ci produit souvent l'effet inverse. La dépendance économique renforce ce pouvoir politique. La pauvreté est très répandue dans les familles harédim, en partie parce que de nombreux hommes ne travaillent pas à temps plein et que leurs écoles proposent souvent peu de cours de mathématiques, d'anglais ou de sciences. Au lieu de promouvoir des réformes qui amélioreraient les perspectives d'emploi, le Shas et le Judaïsme de la Torah unifié protègent les institutions financées par les deniers publics qui perpétuent ce système. Les détracteurs affirment que leurs dirigeants entretiennent la pauvreté afin de préserver ainsi le fondement de leurs demandes de subventions.

À propos du portrait :

[Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée](#)